



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
DREAL Bourgogne-Franche-Comté Uid 39-71 / Antenne de  
Chalon-sur-Saône  
1 rue Georges Feydeau  
71100 Chalon-sur-saône

Chalon-sur-saône, le 27/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SANDERS AURORE**

488, rue Louis Jacques Thenard  
Zone industrielle  
B.P. 40135  
71100 Chalon-Sur-Saône

Références : SG/XG/2024/C\_193  
Code AIOT : 0005401697

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2024 dans l'établissement SANDERS AURORE implanté 488, rue Louis Jacques Thenard Zone industrielle B.P. 40135 71100 Chalon-sur-Saône. L'inspection a été annoncée le 23/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite du site SANDERS AURORE de Chalon-sur-Saône s'inscrit dans le cadre du plan de contrôle pluriannuel des installations classées de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SANDERS AURORE
- 488, rue Louis Jacques Thenard Zone industrielle B.P. 40135 71100 Chalon-sur-Saône
- Code AIOT : 0005401697
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SANDERS AURORE exploite à Chalon-sur-Saône une usine de fabrication d'aliments pour animaux, sous forme de farines, granulés et miettes. La capacité de production autorisée est de 110 000 tonnes / an.

Le site est visé par la rubrique 3642 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) "Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication d'aliments pour animaux, issus uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour".

A ce titre, le site est soumis à la Directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite "IED". Les activités de fabrication d'aliments pour animaux sont soumises à l'application des conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière (BREF FDM "Food Drink and Milk industries").

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives à la rubrique 3642 ont été publiées le 04 décembre 2019, avec un délai de remise du dossier de réexamen des MTD fixé au 04 décembre 2020. L'exploitant a transmis le dossier de réexamen accompagné du rapport de base par courrier en date du 2 février 2021 adressé à l'inspection des installations classées.

#### Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Consommation en eau	Décision d'exécution du 12/11/2019, article MTD 2	Demande d'action corrective	3 mois
3	Efficacité énergétique	Décision d'exécution du 12/11/2019, article MTD 6	Demande d'action corrective	3 mois
4	Efficacité énergétique - conclusions MTD alimentation animale	Décision d'exécution du 12/11/2019, article 2.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Installations de filtration des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 01/04/1999, article 17.1	Demande d'action corrective	3 mois
8	Bruit	Arrêté Préfectoral du 01/04/1999, article 22	Demande d'action corrective	6 mois
11	Rétentions et rangement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 - I	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Système de management environnemental (SME)	Décision d'exécution du 12/11/2019, article MTD 1	Sans objet
5	Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'air	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article ANNEXE - Titre III - 15.2	Sans objet
6	Surveillance des émissions canalisées dans l'air	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article ANNEXE - Titre 1er - 2	Sans objet
9	Stockage des bouteilles de propane	Décret du 21/11/2017, article 1	Sans objet
10	Rapport de base	Code de l'environnement du 01/03/2017, article L.515-30	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur les informations contenues dans le rapport de réexamen et le rapport de base, afin d'en vérifier, par sondage, leur exactitude et d'avoir un regard critique sur le positionnement de l'exploitant concernant les MTD.

Les constats formulés et demandes associées ne remettent pas en cause ces rapports. L'exploitant veillera à mettre en œuvre les actions identifiées dans les délais impartis, et en particulier :

- assurer la lisibilité du compteur d'eau situé sur l'arrivée d'eau principale,
- mettre en place et suivre les actions relatives à l'amélioration de l'efficacité énergétique,
- mettre en place un suivi des stocks des consommables (manches) permettant d'assurer le respect des valeurs limites d'émissions des poussières en toutes circonstances,
- réaliser les travaux nécessaires afin de respecter les niveaux limites de bruit, en particulier en période nocturne,
- local de pièces mécaniques et aux alentours : réaliser un rangement et un tri dans le local, assurer le stockage des produits chimiques sur rétention adaptée et identifier les déchets.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système de management environnemental (SME)

<b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution du 12/11/2019, article MTD 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Système de management environnemental
<b>Prescription contrôlée :</b>  Afin d'améliorer les performances environnementales globales, la MTD consiste à mettre en place

<p>et à appliquer un système de management environnemental (SME).</p> <p>[...]</p> <p>Le niveau de détail et le degré de formalisation du SME sont, d'une manière générale, en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans son dossier de réexamen, l'exploitant s'était engagé à mettre en place un système de management environnemental (SME) à partir de décembre 2023.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant présente le SME qu'il a mis en place pour son site de Chalon-sur-Saône. Le document, construit sous la forme d'un tableau de suivi, est présenté en séance. Il comprend les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la liste des exigences imposées par la MTD 1, en reprenant l'ensemble des items 1 à 20,</li> <li>• la déclinaison de ces exigences par l'exploitant,</li> <li>• le positionnement de l'exploitant par rapport à ces exigences (conforme / non conforme),</li> <li>• les actions identifiées permettant d'améliorer le SME, et de lever les non conformités identifiées.</li> </ul> <p>L'exploitant a identifié une non conformité concernant la réalisation d'audits internes / externes permettant d'évaluer les performances environnementales, de déterminer si le SME respecte les modalités prévues et s'il a été correctement mis en œuvre et tenu à jour (item 17 de la MTD 1). L'exploitant prévoit une mise en conformité en 2025.</p> <p>Ces constats n'appellent pas d'observation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Consommation en eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution du 12/11/2019, article MTD 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Consommation en eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Afin d'utiliser plus efficacement les ressources et de réduire les émissions, la MTD consiste à établir, à maintenir à jour et à réexaminer régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants :</p> <p>[...]</p> <p>VI. définition et mise en œuvre d'une stratégie de surveillance appropriée en vue d'accroître l'utilisation efficace des ressources, compte tenu de la consommation d'énergie, d'eau et de matières premières. La surveillance peut prendre notamment la forme de mesurages directs, de calculs ou de relevés réalisés à une fréquence appropriée. La surveillance s'effectue au niveau le plus approprié (par exemple, au niveau du procédé, de l'unité ou de l'installation).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dossier de réexamen précise " <i>la consommation en eau fait l'objet d'un suivi. L'eau est utilisée</i></p>

*pour la consommation domestique des employés et pour la production de vapeur du procédé. Les mesures de réduction de la consommation sont limitées : une récupération des condensats est réalisée sur le circuit de vapeur de l'usine, pour le préchauffage de la chaudière produisant cette vapeur".*

Concernant le suivi des consommations en eau, l'exploitant précise que le site dispose :

- d'un compteur "général" de suivi des consommations en eau à l'entrée du site sur l'arrivée de la canalisation d'alimentation en eau potable ;
- d'un sous-compteur "usine" de suivi la consommation en eau pour les besoins du process : entrée eau chaudière, injection d'eau dans le process.

La consommation d'eau sanitaire est déterminée par calcul différentiel du comptage "général" et du sous-comptage "usine". L'exploitant indique qu'un relevé de ces compteurs est réalisé mensuellement et présente en séance le tableau de suivi. Pour l'année 2023, la consommation en eau s'élève à 3244 m<sup>3</sup>. Elle était de 3440 m<sup>3</sup> en 2022 (source : données déclaration GERE). Ce suivi a permis à l'exploitant de détecter la présence d'une fuite d'eau sur une canalisation dans l'usine en 2024 : les travaux de réparations sont achevés. L'exploitant réalise également un suivi des consommations électriques et de gaz (utilisé pour l'alimentation de la chaudière produisant de la vapeur pour le process, et de la chaudière pour le chauffage des locaux administratifs). A la demande de l'inspection, le compteur d'arrivée d'eau sur la canalisation d'alimentation en eau potable a été visualisé : ce compteur est situé à environ 1 mètre en contre-bas dans un regard, il est immergé et par conséquent peu lisible. L'exploitant précise que la présence d'eau dans le regard a déjà été signalée au gestionnaire.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit être en mesure de réaliser le relevé du compteur d'alimentation en eau potable de l'usine à fréquence déterminée, afin d'assurer la maîtrise du suivi de ses consommations. Il se rapproche du gestionnaire en charge de la gestion de la canalisation d'alimentation en eau potable afin que la potentielle fuite d'eau sur la canalisation soit rapidement réparée, ou que l'étanchéité du regard dans lequel se situe le compteur d'eau soit assurée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Efficacité énergétique**

**Référence réglementaire :** Décision d'exécution du 12/11/2019, article MTD 6

**Thème(s) :** Autre, Efficacité énergétique

**Prescription contrôlée :**

Afin d'accroître l'efficacité énergétique, la MTD consiste à utiliser la MTD 6 et une combinaison appropriée des techniques courantes énumérées au point b). ci-après

**a) Plan d'efficacité énergétique :** Un plan d'efficacité énergétique intégré dans le SME consiste à définir et calculer la consommation d'énergie spécifique de l'activité (ou des activités), à déterminer, sur une base annuelle, des indicateurs de performance clés (par exemple, pour la

consommation d'énergie spécifique) et à prévoir des objectifs d'amélioration périodique et des actions connexes. Le plan est adapté aux spécificités de l'installation.

**b) Utilisation de techniques courantes** : régulation et le contrôle des brûleurs, cogénération, moteurs économes en énergie, récupération de chaleur au moyen d'échangeurs thermiques et/ou de pompes à chaleur (y compris la recompression mécanique de vapeur), éclairage, réduction au minimum de la purge de la chaudière, optimisation des systèmes de distribution de vapeur, préchauffage de l'eau d'alimentation (y compris l'utilisation d'économiseurs), systèmes de commande de procédés, réduction des fuites du circuit d'air comprimé, réduction des pertes thermiques par calorifugeage, variateurs de vitesse, évaporation à multiples effets, utilisation de l'énergie solaire.

#### **Constats :**

Le dossier de réexamen précise qu'un diagnostic énergétique du site a été réalisé par la société ORYGEEN en janvier 2020. Ce diagnostic évalue la consommation énergétique du site (électricité et gaz naturel) et propose des actions d'amélioration pour limiter les consommations.

Les actions visant à réduire la consommation électrique sont les suivantes :

- sur le système d'air conditionné : le réglage du sècheur frigorifique,
- sur le système d'air conditionné : la détection de fuites 2 fois par an,
- sur le broyeur : la mise en place d'un moteur plus performant et d'efficacité IE4,
- sur les ventilateurs des presses : mise en place de moteurs synchrones avec asservissement de la vitesse et température de sortie.

Les actions visant à réduire la consommation en gaz naturel sont les suivantes :

- installer un économiseur sur la chaudière,
- installer un brûleur micro-modulant sur la chaudière,
- isoler les quelques points singuliers non isolés sur le procédé de presse,
- mettre en place d'un traitement d'eau performant pour la chaudière permettant de limiter les purges.

L'exploitant précisait que les actions les plus pertinentes seraient mises en œuvre d'ici décembre 2023.

En séance, l'exploitant indique que ce diagnostic a été réalisé sans prendre en compte certaines données telles que les relevés des compteurs. L'exploitant n'a pas mis en œuvre l'ensemble des actions préconisées dans le rapport du diagnostic énergétique. Il précise que l'adoucisseur de la chaudière a été changé, permettant ainsi de limiter les purges.

L'exploitant précise également qu'un benchmark a été mené sur l'ensemble des sites industriels du groupe et que des réunions hebdomadaires de Direction abordent le sujet de la performance énergétique. Il est prévu un nouveau diagnostic en 2025.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant intègre dans son SME les actions relatives à l'amélioration de l'efficacité énergétique, réalise le suivi et la mise en place de ces actions.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande d'action corrective

**Proposition de délais** : 3 mois

**N° 4 : Efficacité énergétique - conclusions MTD alimentation animale**

<b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution du 12/11/2019, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Efficacité énergétique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les techniques générales destinées à accroître l'efficacité énergétique sont indiquées à la section 1.3 des présentes conclusions sur les MTD. Les niveaux indicatifs de performance environnementale sont présentés dans le tableau ci- dessous. Consommation d'énergie spécifique (moyenne annuelle en MWh/tonne de produits) : <b>0,01-0,10<sup>(1)</sup></b>  <sup>(1)</sup> <i>La valeur basse de la fourchette peut être obtenue si la matière première <b>n'est pas agglomérée en granulés</b>.</i>
<b>Constats :</b>  Le site est concerné par la production d'« <i>aliments composés pour animaux</i> ». Le niveau de performance à atteindre se situe donc entre 0,01 et 0,1 MWh/tonne de produit. Concernant le site en question, les données de production fournies dans le dossier de réexamen et de consommation énergétique annuelles indiquent une consommation spécifique de 0,063 en 2018 et 2019. A la demande de l'inspection, l'exploitant fournit les consommations spécifiques pour les années suivantes : 2020 : 0,062 2021 : 0,067 2022 : 0,063  L'exploitant précise que pour l'année 2021, les installations ont consommé plus de gaz, mais sans toutefois en fournir la cause. Le calcul n'a pas été réalisé pour 2023.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant met en place un suivi de la consommation spécifique et analyse les variations éventuelles. Concernant l'année 2021, il précise la raison pour laquelle cette consommation a augmenté.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article ANNEXE - Titre III - 15.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour le paramètre <b>poussières</b> , les émissions dans l'air respectent les VLE et sont surveillées aux



fréquences suivantes :

Secteur d'activité	Procédé spécifique	VLE en mg/Nm <sup>3</sup>	Fréquence de surveillance
Broyage et refroidissement des granulés dans la fabrication des aliments composés pour animaux	Broyage	10	une fois par an
Broyage et refroidissement des granulés dans la fabrication des aliments composés pour animaux	Refroidissement de granulés	20	une fois par an

#### Constats :

L'exploitant a intégré la réalisation d'une mesure annuelle sur le paramètre poussières dans son programme annuel de contrôle. Il fait réaliser les mesures annuelles en sortie des installations suivantes : les 3 presses (application de la VLE "refroidissement"), le broyeur (application de la VLE "broyage") et la réception en vrac des matières premières (pas de VLE prescrite dans l'arrêté ministériel du 27/02/2020; VLE fixée à 20 mg/Nm<sup>3</sup> dans l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 20/12/2010).

A la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis :

- le rapport de mesure SOCOTEC daté du 16/08/2023 (mission menée du 25/07 au 26/07/2023). A cette date, l'arrêté ministériel n'était pas encore applicable (application au 31/12/2023). Seule la mesure réalisée au niveau de la presse 3 était supérieure à la future VLE applicable (= 22,76 mg/Nm<sup>3</sup>), mais conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation (VLE = 50 mg/Nm<sup>3</sup>) ;
- le rapport de mesure SOCOTEC daté du 21/08/2024 (mission menée le 01/08/2024) : les résultats des mesures sont inférieurs aux VLE applicables.

Ces constats n'appellent pas d'observation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 :** Surveillance des émissions canalisées dans l'air

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article ANNEXE - Titre 1er - 2

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sauf indication contraire, les valeurs limites d'émission (VLE) dans l'air désignent des concentrations exprimées en mg/Nm<sup>3</sup> dans les conditions normalisées suivantes : gaz secs à une température de 273,15 K et à une pression de 101,3 kPa, sans correction de la teneur en oxygène. Les valeurs limites d'émission sont établies en moyenne sur la période d'échantillonnage, définie comme la valeur moyenne de trois mesures consécutives d'au moins 30 minutes chacune. Si, en raison de contraintes liées à l'échantillonnage ou à l'analyse, des prélèvements/mesures de 30 minutes ne conviennent pas pour un paramètre, quel qu'il soit, il convient d'appliquer une période de mesurage plus appropriée. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant le rapport SOCOTEC daté du 21/08/2024, les mesures sur le paramètre poussières ont été réalisées une fois (sur une durée minimale d'une heure), et non pas 3 fois sur une période de 30 minutes.</p> <p>L'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère, dans son annexe II point b, permet les dispositions suivantes :</p> <p><i>"[...] pour tout contrôle réglementaire des émissions à l'atmosphère des ICPE, chaque mesurage est répété au moins trois fois, sauf :</i></p> <p><i>[...]</i></p> <p><i>- dans le cas des polluants pour lesquels la méthode de mesurage comprend une phase de prélèvement sur site et d'analyse des supports de prélèvement en laboratoire, et pour lesquels des concentrations inférieures ou égales à 20 % de la VLE réglementaire sont attendues, sur la base des résultats fournis dans le rapport relatif au contrôle réglementaire précédent. Le laboratoire en produit la preuve à travers le rapport de caractérisation de l'installation lors du contrôle réglementaire précédent.</i></p> <p><i>Dans les cas mentionnés ci-dessus, il est possible de procéder à <b>une seule détermination</b> [...]"</i>.</p> <p>La campagne de mesures réalisée en 2024 applique cette possibilité et SOCOTEC le précise dans son rapport.</p> <p>A noter pour la campagne qui sera menée en 2025 : le résultat de la mesure réalisée en 2024 sur la presse 2 étant égal à 4,79 mg/Nm<sup>3</sup>, soit plus de 20% de la VLE (fixée à 20), l'organisme de contrôle devra réaliser les 3 mesures sur cet émissaire.</p> <p>Enfin, SOCOTEC vise les prescriptions de l'APC de 2010 pour les presses et le broyeur : ces VLE ne sont plus applicables, ce sont les VLE les plus contraignantes qui s'appliquent, à savoir celles visées par l'arrêté ministériel du 20/02/2020.</p> <p>Ces constats n'appellent pas d'observation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Installations de filtration des rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/04/1999, article 17.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conception et aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les systèmes de filtration suivants sont installés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• en sortie des 3 presses : un cyclone par presse,</li> <li>• en sortie du broyeur : filtre à manches,</li> <li>• en sortie de la fosse de déchargement des matières premières : filtre à décolmatage.</li> </ul> <p>Le point relatif à l'efficacité énergétique a été traité dans les points de contrôles n°3 et 4.</p> <p>Les installations de filtration type cyclones et filtre à manches ont été visualisées lors de la visite terrain.</p> <p>L'exploitant précise que le cyclone ne fait pas l'objet d'un entretien préventif particulier.</p> <p>Le filtre à manches est équipé d'un pressostat différentiel à lecture directe qui mesure la pression en continu (report dans le local et en salle de contrôle, via l'application GPAO Nutriciel). Une alarme se déclenche lorsque la valeur 2,5 bars est atteinte, sachant que la plage de fonctionnement de l'installation est fixée entre 1,5 et 2,5 bars. En cas de dysfonctionnement, l'exploitant dispose de manches en réserve et peut réaliser lui-même le remplacement d'une manche endommagée.</p> <p>Ces manches sont stockées dans un local situé en dehors des installations de production et visité le jour de l'inspection (atelier de stockage de pièces mécaniques). L'exploitant ne réalise pas de suivi des stocks, et ne sait pas si les manches stockées sont en bon état.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant réalise un suivi des stocks des manches et vérifie leur bon état.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 8 : Bruit

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/04/1999, article 22</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Niveaux acoustiques admissibles et contrôles périodiques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les niveaux limites à ne pas dépasser en limite de propriété, installations en fonctionnement, sont fixés comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés : <b>63 dB (A)</b></li> <li>• de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés : <b>56 dB (A)</b></li> </ul>

L'exploitant doit faire réaliser à ses frais à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation, et **au minimum tous les 3 ans**, à une mesure d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié.

**Constats :**

A la demande de l'inspection, l'exploitant présente le dernier rapport de mesures acoustiques réalisé le 11/07/2024.

Les mesures ont été réalisées aux points suivants :

- 3 points en limite de propriété : concernant le point 2, la mesure est non conforme en période nocturne (mesure = 59,5 dB(A)). L'exploitant précise que ce dépassement est lié très probablement au fonctionnement du broyeur ;
- 2 points en ZER (Zone à Émergence Réglementée).

L'exploitant a inscrit la réalisation du contrôle acoustique dans son tableau de suivi des contrôles, à fréquence triennale.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant identifie les causes du dépassement de la mesure de bruit au niveau du point 2 en période nocturne, et prévoit les aménagements / travaux nécessaires visant à respecter les valeurs limites fixées dans son arrêté préfectoral.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 9 : Stockage des bouteilles de propane**

**Référence réglementaire :** Décret du 21/11/2017, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rubrique ICPE 4718

**Prescription contrôlée :**

Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène)

La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (\*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :

1. **Pour le stockage en récipients à pression transportables - b)** Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t => Déclaration avec Contrôle périodique

**Constats :**

<p>Le dossier de réexamen précise que l'exploitant stocke en extérieur 20 bouteilles de propane dans un rack (soit une quantité inférieure à 300 kg). Ces bouteilles sont utilisées pour le fonctionnement d'un chariot élévateur.</p> <p>La visite sur le terrain a permis de constater que l'exploitant stocke 14 bouteilles de propane sur rack spécifique. Ces bouteilles étaient stockées à proximité immédiate d'un stock de palettes.</p> <p>Par mail du 20 décembre 2024, l'exploitant a adressé une photo à l'Inspection : le stock de bouteilles été déplacé et n'est plus à proximité de matières combustibles.</p> <p>Ces constats n'appellent pas d'observation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Rapport de base**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/03/2017, article L.515-30</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rapport de base fourni par l'exploitant</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévus par le décret mentionné à l'article L. 515-31.</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article L. 512-6-1, les arrêtés prévus à l'article L. 181-12 et au dernier alinéa de l'article L. 181-14 précisent lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation les conditions de remise du site dans l'état constaté dans ce rapport.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport de base a été transmis à l'inspection des installations classées par courrier du 2 février 2021 (références : rapport n° A106328 / version B - janvier 2021).</p> <p>La conclusion du rapport indique :</p> <p><i>"La présente étude a permis de mettre en évidence les éléments suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>• Un unique produit liquide dangereux est utilisé sur le site, dans le cadre du process classé IED : il s'agit du Aqualead MF 788 PLUS, produit de traitement des eaux de chaudières ;</i></li> <li><i>• Ce produit dangereux est stocké sur site, à l'intérieur du bâtiment (sur dalle béton), sur un dispositif de rétention dûment dimensionné ;</i></li> <li><i>• Aucun incident / accident susceptible d'avoir induit un impact sur les sols et les eaux souterraines par ce produit n'est recensé par ANDERS AURORE au droit du site.</i></li> </ul> <p><i>Au regard de ces éléments, les risques d'impact de l'activité IED sur les sols et les eaux souterraines au droit du site apparaissent <b>comme faibles à nuls</b>. Ainsi, à l'issue de cette étude de « phase 1 », dans le respect de la démarche de proportionnalité régissant les évaluations environnementales, au regard des risques d'impact de l'activité IED sur les sols et les eaux souterraines au droit du site (faibles à nuls), des enjeux environnementaux (faibles : aucun espace naturel remarquable ou captage AEP à proximité du site) et des enjeux financiers en lien avec les éventuels coûts de réalisation de sondages sol et de piézomètres (non négligeables), Antea Group ne propose pas la réalisation d'investigations sur les sols et les eaux souterraines".</i></p> <p>La visite sur le terrain a permis de vérifier les conditions de stockage du produit utilisé pour le traitement de la chaudière : ce produit n'est pas du Aqualead mais du "W9900L" du fournisseur</p>

<p>Babcock Wanson. Un fût de 200 litres est stocké sur rétention adaptée.</p> <p>Post inspection, l'exploitant a adressé la fiche de données de sécurité (FDS) du nouveau produit utilisé ; elle comporte les mentions de dangers H302 / H314 / H335 / H318. Le principal composant de ce produit est identique à celui entrant dans la composition de l'Aqualead (même numéro CAS, même mentions de dangers).</p> <p>Le transformateur électrique a également été visualisé lors de la visite sur le terrain : il n'est pas fait mention de la présence de PCB dans l'huile (information fournie sur la sur plaque constructeur). Ce dernier est situé dans un local sur rétention.</p> <p>L'Inspection partage les conclusions de l'exploitant concernant l'absence de réalisation d'investigations sur les sols et eaux souterraines, au vu des très faibles quantités de substances et mélanges dangereux stockés.</p> <p>Ces constats ne font pas l'objet de d'observation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 11 : Rétentions et rangement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 - I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Capacité des rétentions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Capacité des rétentions :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite de l'ancien atelier de mécanique, dans lequel sont stockées des pièces mécaniques selon le rapport de base, les éléments suivants ont été visualisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 3 fûts de 200 litres stockés sur rétention non adaptée, contenant soit des déchets (non identifiés) soit des produits neufs,</li> <li>• divers bidons de produits et déchets (non identifiés) stockés sur rétention non adaptée,</li> <li>• une rétention vide est sans stockage de produit, d'une capacité probable de 1000 litres.</li> </ul> <p>Dans cet atelier sont également stockés une dizaine d'extincteurs probablement hors d'usage, plusieurs manches pour le filtre à manches (voir point de contrôle n°7), diverses pièces mécaniques.</p>

<p>Un compresseur hors d'usage est également situé dans un local adossé à l'atelier.</p> <p>A l'extérieur du local, sont stockés des palettes en vrac, un moteur hors d'usage dont l'exploitant ne sait pas si l'huile a été retirée, une bouteille d'acétylène.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit respecter les conditions de stockage des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols. Afin de garantir la maîtrise de la gestion de ses produits, déchets et pièces de rechange, il évacue les déchets stockés dans l'atelier, le local attenant et à l'extérieur de l'atelier, dans les filières dûment autorisées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>